



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité bi-départementale
du Calvados et de la Manche

**Arrêté préfectoral mettant en demeure
Société Spirit France Diffusion – Zone artisanale de Reux
Commune de Reux**

**LE PRÉFET DU CALVADOS
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I, II et IV du livre II et ses titres I à V du livre V, et en particulier son article L.171-8 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République en date du 30 mars 2022 portant nomination du préfet du Calvados – M. Thierry MOSIMANN ;

Vu le décret du Président de la République en date du 22 juillet 2022 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Calvados – Mme Florence BESSY ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 novembre 2016 de la société SPIRIT France Diffusion d'exploiter des chais de vieillissement et une installation d'embouteillage sur la commune de Reux ;

Vu l'avis technique du Service départemental d'Incendie et de secours (SDIS) du Calvados du 25 avril 2016 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection du 2 février 2023 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société Spirit France Diffusion n'a pas été en mesure de justifier à l'inspection des installations classées de la réalisation annuel d'un exercice relevant du plan d'opération interne de l'établissement depuis 2019 ;

CONSIDÉRANT que la société Spirit France Diffusion n'a pas été en mesure de justifier à l'inspection des installations classées qu'elle dispose en toutes circonstances des quantités d'eau nécessaires pour faire face à un incendie, ni des conditions de maintenance et des conditions d'essais périodiques de ces moyens d'intervention pour son site au vu des constats développés ci-dessous :

- la réserve communale de 240 m³ située le long de la RD 675 sur laquelle l'exploitant appuie sa stratégie de défense incendie n'est pas déclarée opérationnelle par le SDIS ;
- aucune convention de mise à disposition de la réserve communale de 240 m³ entre l'exploitant et la communauté de communes n'a été établie précisant, entre autres, les contrôles périodiques relatifs à sa disponibilité et les modalités d'information réciproque ;

- la mesure du débit simultané des deux points d'eau incendie situés l'un en face de la réserve communale de 240 m³ et l'autre à proximité du portail de l'entrée Ouest du site n'a pas été réalisée ;
- la réserve incendie de 1 000 m³ à l'Est du site sur laquelle l'exploitant appuie sa stratégie de défense incendie ne peut pas être déclarée opérationnelle par le SDIS depuis des essais infructueux d'aspiration en 2020 ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.7.4.3, 8.7.5 et 8.7.11 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SPIRIT France Diffusion de respecter les prescriptions des articles 8.7.4.3, 8.7.5 et 8.7.11 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition de M. le Préfet de la préfecture du Calvados,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La société SPIRIT France Diffusion, dont le siège social est situé LD zone d'activité de Reux - RD 675 - 14130 REUX, est mise en demeure de respecter :

- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :** les dispositions de l'article 8.7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016, en ayant mis en service la réserve incendie d'un volume de 1 000 m³ situé à l'Est du site ;
Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :
 - soit l'attestation du SDIS établissant le caractère opérationnel de la réserve incendie de 1 000 m³
 - soit justifie du respect du potentiel hydraulique requis (ie 1 200 m³ sur deux heures avec un débit requis de 600 m³/h) à partir des moyens internes et externes de défense incendie disponibles avec, à l'appui, tous les éléments de preuve du caractère effectivement opérationnel des moyens retenus.
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :** les dispositions de l'article 8.7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016, en ayant réalisé la mesure des débits simultanés sur les points d'eau incendie, conventionné avec la communauté de commune la mise à disposition de la réserve de 240 m³ située le long de la RD675 ;
Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la convention établie avec la communauté de communes pour la mise à disposition de la réserve incendie de 240 m³, le rapport de mesure des débits simultanés des deux points d'eau incendie ;
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :** les dispositions de l'article 8.7.5 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016, en justifiant des conditions de maintenance et d'essais périodiques de la réserve de 240 m³ située le long de la RD675, et des deux points d'eau incendie.
Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'attestation du SDIS établissant le caractère opérationnel de la réserve incendie de 240 m³ et le rapport d'essai des deux points d'eau incendie ;
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :** les dispositions de l'article 8.7.11 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016, en ayant organisé un exercice de mise en œuvre du plan d'opération interne et du matériel incendie en concertation avec le SDIS du Calvados ;
Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le compte rendu de cet exercice.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en vertu de l'article L.171-11 du Code de l'environnement. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Publication et notification

Le présent arrêté sera notifié par courrier recommandé avec accusé de réception à la société SPIRIT France Diffusion et sera publié, en vue de l'information des tiers, sur le site internet des services de l'État dans le Calvados, pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Le Préfet de la préfecture du Calvados et le chef de l'unité bi-départementale Calvados-Manche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le

17 JUL. 2023

Le Préfet

Thierry MOSIMANN

Copie en est adressée :

au sous-préfet de Lisieux,

au maire de Reux,

au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie.

